



Mise à jour avril 2011

PROPOSITIONS DE LOI DEPOSEES PAR LE GROUPE SOCIALISTE XIII EME LEGISLATURE

juillet 2007

- Proposition de loi constitutionnelle n°86 relative aux compétences des établissements publics de coopération intercommunale en matière économique
- Proposition de loi n° 143 visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion
- Proposition de loi n° 207 relative au Comité des finances locales et modifiant le code général des collectivités territoriales
- Proposition de loi constitutionnelle n° 290 relative à l'article 39 de la Constitution et à la priorité reconnue au Sénat en matière de projet de loi relatif à l'organisation des collectivités territoriales
- Proposition de loi n° 324 relative à l'introduction de l'action de groupe en France
- Proposition de loi n° 357 relative à l'extension du régime de retraite complémentaire obligatoire aux conjoints et aides familiaux de l'agriculture (journée réservée 21 janvier 2010)
- Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (niche ps – mardi 27 novembre 2007 – pas adoptée)
- Proposition de loi n° 371 visant au contrôle de la vente et de l'utilisation des mini-quads, mini-motos, et engins assimilables (+ppl UMP adoptées odj prioritaire mai 2008)
- Proposition de loi n° 391 relative à l'interdiction de présence d'organisme génétiquement modifié dans la production des produits agricoles bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité ou d'une appellation d'origine
- Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs (niche ps – jeudi 29 novembre 2007 – pas adoptée)
- Proposition de loi n° 478 sur la peine et le service public pénitentiaire

2008

- Proposition de loi n° 553 visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des personnes victimes des essais ou accidents nucléaires
- Proposition de loi constitutionnelle n° 559 visant à supprimer le mot « race » de l'article premier de la Constitution
- Proposition de loi n° 585 visant à aménager les conditions d'exercice de la parentalité
- Proposition de loi n° 586 visant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe
- Proposition de loi n° 646 visant à renforcement des droits des assurés
- Proposition de loi n° 651 visant à requalifier les contrats de travail nouvelles embauches
- Proposition de loi n° 656 visant à permettre aux personnes désirant des obsèques civiles d'avoir le droit à une cérémonie dans un lieu décent
- Proposition de loi constitutionnelle n° 657 tendant à la reconnaissance des langues régionales
- Proposition de loi n° 710 visant à promouvoir la laïcité dans la République
- Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous (**niche ps – mardi 1^{er} avril 2008 – pas adoptée**)
- Proposition de loi n° 763 tendant à améliorer l'information du Parlement par la promotion d'études de genre afin de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes
- Proposition de loi n° 808 sur le service universel à haut débit
- Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs (**niche ps – mardi 20 mai 2008 – pas adoptée**)
- Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République (**niche ps – jeudi 22 mai 2008 – pas adoptée**)
- Proposition de loi n° 933 relative aux plans de soins coordonnés des malades chroniques et des bénéficiaires du régime des affections de longue durée
- Proposition de loi n° 932 visant à l'instauration de mesures de réparation en faveur des orphelins de la guerre de 1939-1945 pupilles de la Nation
- Proposition de loi n° 1018 visant à assurer le respect des droits des demandeurs d'asile
- Proposition de loi n° 1078 instaurant une aide au départ en vacances pour les enfants et adolescents mineurs
- Proposition n° 1228 relative à la reconnaissance, aux conditions de vie et à l'accueil des anciens combattants originaires des Etats antérieurement liés à la France et ayant accédé à l'indépendance
- Proposition de loi n° 1252 facilitant la rationalisation de la carte d'intercommunalité
- Proposition de loi n° 1258 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais ou accidents nucléaires (**niche ps – jeudi 27 novembre – pas adoptée**)
- Proposition de loi n° 1303 relative aux sociétés publiques locales
- Proposition de loi n° 1305 visant à lutter contre les discriminations liées à l'origine, réelle ou supposée (**journée réservée 19 février 2009**)

2009

- Proposition de loi n° 1367 relative à la communication parlementaire des avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi et à sa composition paritaire entre la majorité et l'opposition
- Proposition de loi n° 14 22 relative aux délais de paiement des fournisseurs dans le secteur du livre
- Proposition de loi n° 1424 relative à la création d'un fonds national de garantie des loyers
- Proposition de loi n° 1468 relative à la modernisation du congé maternité en faveur de la protection de la santé des femmes et de l'égalité salariale et sur les conditions d'exercice de la parentalité (**journée réservée 25 mars 2010**)
- Proposition de loi n° 1541 pour l'augmentation des salaires et la protection des salariés et des chômeurs (**niche ps jeudi 30 avril**)
- Proposition de loi n° 1542 visant à supprimer le « délit de solidarité » (31 mars 2009) (**niche ps jeudi 30 avril 2009**)
- Proposition de loi n° 1544 relative aux hauts revenus et à la solidarité (**niche ps jeudi 30 avril 2009**)
- Proposition de loi n° 1573 visant à permettre aux régies de quartier et aux régies de territoire de bénéficier du paiement par chèque-emploi service universel
- Proposition de loi organique n° 1583 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution
- Proposition de loi n° 1629 relative à la suppression du crédit revolving, au renforcement de la responsabilité du prêteur et de la lutte contre le mal endettement
- Proposition de loi n°1539 visant à promouvoir le droit à l'éducation et à abroger la loi instituant un droit d'accueil dans les écoles primaires pendant le temps scolaire
- Proposition de loi n° 1677 relative à l'instauration d'un pouvoir d'autosaisine de la commission de déontologie de la fonction publique
- Proposition de loi n° 1896 visant à rendre plus justes et plus transparentes les politiques de rémunérations des dirigeants d'entreprises et des opérateurs de marché (**journée réservée jeudi 15 octobre**)
- Proposition de loi n° 1897 relative à la suppression du crédit revolving, à l'encadrement des crédits à la consommation et à la protection des consommateurs par l'action de groupe (**journée réservée jeudi 15 octobre**)
- Proposition de loi n° 1944 tendant à rétablir le texte de l'article 313-9 du code pénal et à lutter contre les sectes
- Proposition de loi n° 1958 visant à réguler la concentration dans le secteur des médias (**journée réservée jeudi 19 novembre**)
- Proposition de loi n° 1960 (rectifié) relative au droit de finir sa vie dans la dignité (pas déposée au nom du groupe SRC) (**journée réservée jeudi 19 novembre**)
- Proposition de loi n° 2046 visant à la formation initiale différée par l'accès prioritaire à une formation qualifiante ou diplômante
- Proposition de loi n° 2149 relative à la protection des missions d'intérêt général imparties aux services sociaux et à la transposition de la directive services (**journée réservée 21 janvier 2010**)

- Proposition de loi organique n° 2137 relative à la déclaration de patrimoine du Président de la République et des membres du Parlement
- Proposition de loi n° 2186 visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne (**journee réservée du 18 novembre 2010**)
- Proposition de loi n° 2188 relative à la déclaration de patrimoine des membres du Gouvernement et de titulaires de certains mandats et fonctions
- Proposition de loi n° 2189 relative à la composition de l'Assemblée des Français de l'étranger
- Proposition de loi constitutionnelle n° 2223 visant à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France (**journee réservée 25 mars 2010**)
- Proposition de loi n° 2255 relative à l'indépendance des rédactions (**journee réservée du 18 novembre 2010**)
- Proposition de loi n° 2295 visant à instituer la présence effective de l'avocat dès le début de la garde à vue (**journee réservée 25 mars 2010**)
- Proposition de loi n° 2422 visant à renforcer l'exigence de parité des candidatures aux élections législatives (**journee réservée 20 mai 2010**)
- Proposition de loi n° 2441 visant à abroger le bouclier fiscal (**journee réservée 20 mai 2010**)
- Proposition de loi n° 2499 visant à étendre la modernisation du dialogue social aux propositions de loi (**journee réservée 17 juin 2010**)
- Proposition de loi n° 2536 tendant à supprimer l'obligation, pour les infirmiers et les masseurs-kinésithérapeutes exerçant à titre salarié, de s'inscrire aux ordres professionnels
- Proposition de loi n° 2544 visant à fixer le champ des interdictions de dissimuler son visage liées aux exigences des services publics, à la prévention des atteintes à l'ordre public
- Proposition de loi n° 2673 tendant à renforcer la transparence de l'information en matière de sécurité civile, du transport aérien et mise en œuvre de la réglementation européenne relative aux enquêtes accidents
- Proposition de loi n° 2744 relative aux conditions d'attribution des compléments de ressources et à la majoration pour la vie autonome des personnes handicapées
- Proposition de loi n° 2753 relative au mécanisme de prévention de la surpopulation pénitentiaire (**journee réservée du 18 novembre 2010**)
- Proposition de loi organique n° 2765 tendant à modifier l'article LO 4435-6 du code général des collectivités territoriales pour porter de deux à six ans la durée des habilitations prévues à l'article 73 de la Constitution
- Proposition de loi constitutionnelle n° 2774 pour une République décente (**journee réservée du 14 octobre 2010**)
- Proposition de loi organique n° 2775 pour une République décente (**journee réservée du 14 octobre 2010**)
- Proposition de loi n° 2776 organique visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale (**journee réservée du 14 octobre 2010**)
- Proposition de loi n° 2777 visant à renforcer les exigences de transparence financière de la vie politique (**journee réservée du 14 octobre 2010**)
- Proposition de loi n° 2880 visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence
- Proposition de loi n° 2963 simplifiant le vote par procuration

- Proposition de loi n° 2972 visant à concilier la préservation de l'intégrité des œuvres culturelles et artistiques avec les objectifs de la lutte contre le tabagisme (**journée réservée du 27 janvier 2011**)
- Proposition de loi n° 3042 visant à mettre fin au traitement discriminatoire des gens du voyage (**journée réservée du 27 janvier 2011**)
- Proposition de loi n° 3043 portant dispositions particulières relatives à l'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer (**journée réservée du 27 janvier 2011**)

2011

- Proposition de loi n° 3060 tendant à rendre obligatoire l'étiquetage nutritionnel (**journée réservée du 17 février 2011**)
 - Proposition de loi n° 3061 relative à la neutralité de l'Internet (**journée réservée du 17 février 2011**)
 - Proposition de loi n° 3158 pour l'instauration d'un bouclier rural au service des territoires d'avenir (**journée réservée du 24 mars 2011**)
 - Proposition de loi n° 3173 visant à lutter contre les « marchands de sommeil »
 - Proposition de loi n° 3218 visant à lutter contre le décrochage scolaire
-
- Proposition de loi n° 3283 visant à interdire l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels et à abroger les permis exclusifs de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux, et tendant à assurer la transparence dans la délivrance des permis de recherches et des concessions (**journée réservée du jeudi 12 mai 2011**)
 - Proposition de loi n° 3294 visant à prendre des mesures urgentes et d'application immédiate en faveur du logement (**journée réservée du jeudi 12 mai 2011**)
 - Proposition de loi n° 3297 visant à prendre des mesures d'urgence en faveur des villes et des quartiers (**journée réservée du jeudi 12 mai 2011**)
 - Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant (en cours de dépôt)